

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 30/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/08/2022

Contexte et constats

Publié sur



LES ATELIERS DE NOYON

Chemin des Prêtres
60400 NOYON

Références : IC-R/0361222-NEC
Code AIOT : 0005101430

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/08/2022 dans l'établissement LES ATELIERS DE NOYON (ex Nowy Styl Majencia SAS) implanté Chemin des Prêtres 60400 NOYON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Face à une situation de sécheresse exceptionnelle, Madame la Préfète de l'Oise a décidé de placer en situation de crise sécheresse les bassins versants de la Bresle et de la Divette-Verse. Ces bassins avaient déjà été placés en situation d'alerte renforcée par arrêté du 21 juillet 2022.

Un arrêté préfectoral a donc été signé le 12 août 2022 afin de réglementer les usages de l'eau en vue de la préservation de cette ressource.

En tant qu'exploitant d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à Autorisation (ou Enregistrement) situé dans une des communes de ces bassins versants (dont la liste est annexée à l'arrêté – en l'occurrence la commune de Passel appartenant au bassin versant de la Divette-Verse), l'exploitant est concerné par cet arrêté, et en particulier l'article 4 rendant applicable les mesures de l'arrêté cadre sécheresse du département de l'Oise du 29 juillet 2022, qui dispose : " Les mesures applicables à l'ensemble et à chaque usager sont précisées dans l'annexe 6 de l'arrêté cadre sécheresse départemental signé le 29 juillet 2022 et publié au recueil des actes administratifs spécial de la préfecture de l'Oise du 29 juillet 2022."

Par ailleurs, le 02 septembre 2020, l'Inspection avait réalisé une visite sur site et émis un rapport proposant un arrêté de mise en demeure à l'encontre de la société.

Les points non-conformes concernaient les sujets suivants :

- la notification du changement d'exploitant ;
- le calcul du montant des garanties financières ;

- le porter à connaissance des modifications survenues sur le site en 2018-2019 ;
 - la capacité de rétention des eaux d'extinction incendie qui ne doit pas être inférieure à 1500 m³.
- L'arrêté de mise en demeure avait été signé le 28 novembre 2019.

Une inspection effectuée les 16 mars et 20 avril 2021 sur l'établissement avait permis de constater que les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 novembre 2019 n'étaient pas respectées : le site ne disposait toujours pas d'un bassin de confinement pour les eaux d'extinction incendie.

En application de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement, un arrêté préfectoral d'astreinte administrative journalière d'un montant de 1500 € - assorti avec un sursis de 6 mois - a été signé le 19 janvier 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES ATELIERS DE NOYON (ex Nowy Styl Majencia SAS)
- Chemin des Prêtres 60400 NOYON
- Code AIOT : 0005101430
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : non

La société est spécialisée dans le traitement de surface et le travail de l'acier pour la fabrication de mobiliers métalliques : caissons à roulettes, cloisons de séparation et mobilier de bureau.

Le fonctionnement de ces installations est réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 juillet 2005 et celles de l'arrêté préfectoral complémentaire du 04 septembre 2009.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 novembre 2019 ;
- action Sécheresse.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bassin de rétention des eaux d'extinction incendie	AP de Mise en Demeure du 28/11/2019, article 2	/	Abrogation de mise en demeure
2	Astreinte administrative	Arrêté Préfectoral du 19/01/2022, article 1 et 2	/	Levée d'astreinte
3	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, annexe 6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le récolement de la mise en demeure, l'exploitant a mis en place un bassin de rétention des eaux d'incendie. Il respecte désormais toutes les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 novembre 2019.

Concernant la thématique Sécheresse, l'exploitant ne consomme pas beaucoup d'eau dans son process. Toutefois, afin de se mettre en conformité avec la prescription de l'annexe 6 de l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2022, il est demandé à l'exploitant de déposer une demande de dérogation au titre de l'article 6.3 de l'arrêté réglementant provisoirement l'usage de l'eau compte tenu de la sécheresse.

En préambule de réponse à cette demande, il est rappelé que l'arrêté cadre sécheresse du 29 juillet 2022 et les arrêtés de restrictions temporaires des usages de l'eau actuellement en vigueur visent à optimiser l'organisation de la gestion de la crise et gérer les situations de pénurie d'eau en assurant, dans le respect des équilibres naturels, les usages prioritaires de santé, sécurité civile et d'approvisionnement en eau potable, tout en conciliant les usages dans les territoires et la nécessaire solidarité amont/aval des bassins versants.

Dans l'attente de la décision formelle sur la demande de dérogation qui sera formulée, l'exploitant peut maintenir le niveau habituellement déclaré de consommation d'eau.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bassin de rétention des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/11/2019, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>La société NOWY STYL MAJENCIA SAS exploitant une usine de fabrication de mobilier de bureau sur la commune de Noyon, Chemin des Prêtres, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article III.3.6 de l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2005 en :</p> <ul style="list-style-type: none">- mettant en œuvre les actions suivantes, dans le respect des échéances associées :<ul style="list-style-type: none">▪ planification mi-septembre d'un rendez-vous entre les services du SDIS, le cabinet IPH et Nowy Styl Majencia afin de re-contextualiser le besoin, et réactualiser le devis ;▪ réalisation des études techniques, élaboration et lancement d'un appel d'offre, choix d'un prestataire de travaux d'octobre à décembre 2019 ;▪ démarrage des travaux : premier trimestre 2020 ;▪ fin des travaux : quatrième trimestre 2020.
Constats : <p>Le jour de l'inspection, il a été constaté la création d'un bassin de récupération des eaux d'incendies d'une capacité de 2000 m³ (cf. PV de réception des travaux signé le 07/07/2022 par EUROVIA).</p> <p>L'exploitant a remis à l'inspecteur les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- les éléments techniques concernant le bassin,- les éléments techniques concernant la clôture,- les éléments techniques concernant le poste de relevage,- le rapport d'inspection des canalisations,- le plan de récolement,- le procès-verbal de réception des travaux. <p>L'exploitant respecte la disposition édictée à l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 28 novembre 2019.</p> <p>Pour rappel la visite d'inspection du 20 avril 2021 avait permis de vérifier le respect des dispositions de l'article 1 de cette mise en demeure (voir ci-après).</p> <p>L'arrêté de mise en demeure du 28 novembre 2019 peut être abrogé.</p>
Rappel des conclusions de l'inspection du 20 avril : respect de l'article 1 de l'APMD du 28/11/2019 <p><u>Changement d'exploitant</u></p> <ul style="list-style-type: none">• Article 1, alinéa 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28/11/2019 <p>Depuis janvier 2021, une deuxième société est présente sur le site : le groupe Pierre Henry, leader en France et en Europe de la fabrication d'articles de classement et de rangement en métal et plastique et de mobilier de bureau (cf. historique en annexe).</p> <p>Les deux sociétés Nowy Styl Majencia et Pierre Henry exploitent chacune une partie de l'entrepôt situé 21 Chemin des Prêtres sur la commune de Noyon :</p> <ul style="list-style-type: none">• la société Nowy Styl Majencia s'occupe de l'activité « fabrication de sièges de bureau » ;• la société Pierre Henry s'occupe de l'activité « fabrication de mobiliers et bureaux métalliques ». <p>L'activité du site de Noyon reste tournée sur la logistique et la production de composants et des produits finis constituant les mobiliers métalliques. Le site dispose toujours pour cela de trois</p>

lignes de production de caissons, d'une installation de traitement de surface et d'une installation d'application de peinture poudre. L'entrepôt couvert est constitué de 4 cellules.

Étant donné la configuration du site [un seul entrepôt de 10432 m², aucune clôture entre les deux parties du site exploitées par les deux sociétés, mutualisation de tous les moyens (gestion des eaux, accès, etc.)], il n'était pas possible de scinder ce dernier en deux entités ICPE distinctes.

Une réflexion a été menée sur la désignation de l'« exploitant » auprès de l'administration.

Par courrier du 20 avril 2021, Monsieur Pierre HENRY, agissant en qualité de Président de la société Les Ateliers de Noyon SAS, dont le siège social est situé 3-5 Rue Haute Borne, 95610 Eragny-sur-Oise (Siret 889 955 449 00018), a informé les services de la préfecture de l'Oise que, suite au plan de sauvegarde de la société Nowy Styl - Majencia SAS (Siret 851 140 095 00015), dont le siège social était situé 24-25 Quai Carnot, 92210 Saint-Cloud, les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, exploitées au 21 Chemin d'Hesdin, 60400 NOYON, sont reprises totalement par la société Les Ateliers de Noyon SAS.

Dans cette transmission il a sollicité l'autorisation de remplacer la raison sociale par « Nowy Styl – Malencia SAS » par « Les Ateliers de Noyon » dans les actes administratifs.

À l'appui de sa demande, le pétitionnaire a produit notamment les éléments suivants :

- l'extrait Kbis de la société Nowy Styl – Majencia SAS ;
- l'extrait Kbis de la société Les Ateliers de Noyon SAS ;
- les justificatifs concernant les capacités techniques et financières de la société Les Ateliers de Noyon SAS.

L'exploitant a fourni un extrait K-bis actant le passage de la dénomination de la société « Nowy Styl – Majencia SAS » à celui de « Les Ateliers de Noyon SAS » datant du 3 novembre 2020 : n° d'identification : 889 955 449 R.C.S. Pontoise ; date d'immatriculation : 3 novembre 2020.

L'effectif de la société Les Ateliers de Noyon SAS travaillant sur le site de Noyon n'est pas modifié. Les 33 employés du site conservent leur périmètre métier. De ce fait, les capacités techniques du personnel de la société Les Ateliers de Noyon SAS sont identiques à celles de Nowy Styl - Majencia SAS.

Dans le cadre de la reprise totale des activités de ce site, la société Les Ateliers de Noyon a présenté la notice de calcul des garanties financières qui avait été réalisée en décembre 2019 par l'organisme Dekra sous l'égide de l'exploitant précédent, Nowy Styl Majencia SAS. (Voir ci-après)

La disposition édictée au premier alinéa de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 28 novembre 2019 est respectée.

Garanties financières

- Article 1, alinéa 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28/11/2019

La réforme de l'Autorisation Environnementale a modifié les références réglementaires liées aux garanties financières. Ainsi, l'article R. 516-1 du code de l'environnement, qui stipulait déjà avant la réforme la liste des installations concernées, a été modifié par le décret n°2017-81 du 26 janvier 2017 issu de l'ordonnance n°2017-80 de la même date. En vertu de cet article, « les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières [...] sont :

- 1° les installations de stockage des déchets, à l'exclusion des installations de stockage de déchets inertes ;
- 2° les carrières ;
- 3° les installations figurant sur la liste prévue à l'article L.515-36 ;
- 4° les sites de stockage géologique de dioxyde de carbone ;
- 5° les installations soumises à autorisation au titre du 2° de l'article L.181-1 et les installations soumises à autorisation simplifiée au titre de l'article L.512-7 [...] »

Cet arrêté « fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement » a été signé le 31 mai 2012.

Selon l'annexe II, l'exploitant doit constituer des garanties financières par rapport au classement sous autorisation de la rubrique 2940. Le régime d'autorisation a été supprimé pour la rubrique 2565 à laquelle le site était initialement assujéti (décret n° 2019-292 en date du 9 avril 2019).

Le calcul des garanties financières réalisé en 2019 a été fait en prenant en considération la totalité

du site (cf. rapport DEKRA : note de calcul des garanties financières du 27/12/2019).

Le montant total des garanties financières s'élève à 65 147 euros HT.

Ce montant est inférieur à 100 000 €. Conformément aux dispositions de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, l'exploitant Les Ateliers de Noyon SAS n'est pas tenu de constituer ces garanties.

La disposition édictée au deuxième alinéa de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 26 novembre 2020 est respectée.

Notification des modifications survenues sur le site entre 2018 et 2021

La notification de changement d'exploitant devait être accompagnée :

- d'un dossier de porter à connaissance des modifications survenues sur le site en 2018-2019 - dossier devant apporter tous les éléments d'appréciation nécessaires pour définir si les modifications entraînent des dangers ou inconvénients nouveaux significatifs pour l'environnement par rapport à la situation existante (situation des installations décrites dans le DDAE de 2006) ;

- d'une actualisation du tableau de classement de l'établissement au regard de la nouvelle nomenclature des ICPE et notamment vis-à-vis des nouvelles rubriques '4000' et de la suppression ou modification de certaines rubriques '1000'.

Pour répondre à ces différents sujets, la société NOWY STYL MAJENCIA avait sollicité la société DEKRA Industrial pour l'assister dans le montage de ces dossiers (cf. devis et bon de commande en date du 31/10/2019).

Aujourd'hui l'activité du site a fortement baissé. Les deux activités de fabrication de bureaux (exercée par du personnel Pierre Henry) et de fabrication de sièges (exercée par du personnel NSM), ne relèveraient plus du régime de l'autorisation, mais de celui de l'enregistrement.

Le nouvel exploitant a communiqué à l'Inspection :

- le nouveau tableau de classement du site ;

- un dossier de porter à connaissance des modifications survenues sur le site en 2018-2019.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 juillet 2005 et celles de l'arrêté préfectoral complémentaire du 04 septembre 2009 demeurent opposables à l'exploitant.

L'établissement relevant maintenant du régime de l'enregistrement, l'exploitant a fait de conserver son arrêté préfectoral d'autorisation.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral portant astreinte administrative du 19/01/2022, articles 1 et 2
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1 – La société Les Ateliers de Noyon exploitant de l'installation sise 21 Chemin des Prêtres 60400 Noyon est rendue redevable d'une astreinte d'un montant journalier de 1500 euros jusqu'à satisfaction de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2019 susvisé. Cette astreinte prend effet à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté, assorti d'un délai de sursis de 6 mois. Au terme de ce délai de 6 mois, si les non-conformités perdurent, l'astreinte sera liquidée et recouvrée à l'issue de chacun des contrôles effectués jusqu'à retour à la conformité de l'installation, en prenant comme point de départ de la liquidation la notification du présent arrêté. L'astreinte peut être liquidée complètement ou partiellement par arrêté préfectoral.</p> <p>Article 2 - Levée de l'astreinte Il est mis fin à l'astreinte après mise en conformité, qui devra être justifiée par la fourniture des justificatifs attestant de l'exécution des travaux : - réalisation du bassin de rétention des eaux d'extinction incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant respecte les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 novembre 2019. Il a transmis la totalité des justificatifs demandés.</p> <p>L'arrêté portant astreinte administrative avait été notifié à l'exploitant le 19 janvier 2022. Ce dernier avait donc jusqu'au 19 juillet 2022 pour se mettre en conformité. Le procès-verbal de réception des travaux du bassin de rétention des eaux d'extinction incendie est daté du 7 juillet 2022 et a été transmis à l'Inspection par mail du 8 juillet 2022. L'exploitant a donc respecté le délai de six mois qui lui avait été accordé.</p> <p>L'astreinte administrative prise par arrêté préfectoral du 19 janvier 2022 peut être levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée d'astreinte

Référence réglementaire : Annexe 6 (partie ICPE) de l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2022
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Mesures générales :</u> Les entreprises sont invitées, individuellement, à réaliser des économies d'eau dans tous les usages qu'ils en font. Des solutions alternatives visant à réduire les prélèvements en eau telles que la récupération et la réutilisation des eaux seront à privilégier.</p> <p><u>Limitation de la consommation d'eau au strict nécessaire.</u> Dans le respect des contraintes de sécurité des installations, réductions temporaires prévues dans leurs arrêtés préfectoraux d'autorisation ou arrêtés complémentaires fixant des mesures spécifiques pour économiser l'eau en relation à l'impact de leurs rejets d'eau résiduels sur le milieu naturel. En cas de rejets préjudiciables à la qualité de l'eau, l'activité devra être modulée de façon à ce que les rejets soient limités. Il sera appliqué une surveillance accrue des rejets et application stricte de l'arrêté préfectoral d'autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p><u>En crise :</u> à défaut et sauf dérogation spécifique accordée par la préfet/la préfète dans les conditions de l'article 6, les ICPE limitent leurs prélèvements à la mise en sécurité des installations et aux prélèvements intégralement restitués aux cours d'eau dans le respect du débit réservé au cours d'eau.</p> <p><u>Mesures sur les rejets :</u> Sans préjudice des dispositions relatives à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, tout accident susceptible d'induire une pollution au niveau des prises d'eau potable est signalé immédiatement à la Préfète de département. Les travaux nécessitant le délestage direct dans les rivières ou leurs canaux de dérivation, sont soumis à autorisation préalable et peuvent être reportés jusqu'au retour à un débit plus élevé. En cas de rejets préjudiciables à la qualité de l'eau, l'activité devra être modulée de façon à ce que les rejets soient limités. Il sera appliqué une surveillance accrue des rejets et application stricte de l'arrêté préfectoral d'autorisation au titre des ICPE.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté pendant la visite d'inspection que l'activité sur le site était minimale, le mois d'août étant habituellement consacré à un arrêt technique. La seule utilisation d'eau est donc liée à un usage domestique (sanitaires). L'exploitant a sensibilisé son personnel à l'obligation de limiter au maximum la consommation d'eau. L'arrosage des pelouses a été arrêté depuis début juillet.</p> <p>Toutefois, afin de se mettre en conformité avec la prescription visée ci-dessus, il est demandé à l'exploitant de déposer une demande de dérogation au titre de l'article 6.3 de l'arrêté réglementant provisoirement l'usage de l'eau compte tenu de la sécheresse.</p> <p>La demande de dérogation est à adresser par courriel à ddt-be-dreal@oise.gouv.fr et ddt-seef@oise.gouv.fr). Au-delà des éléments précisés dans l'arrêté, les éléments suivants devront également figurer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • volumes de prélèvement autorisés : annuel et en débits horaires et journaliers si possible, • origine de l'eau, si souterraine, nappe exploitée, • si rejet dans le milieu naturel, masse d'eau réceptrice, • volume journalier correspondant à la demande de dérogation ; • les mesures déjà prises ou qui pourront être prises en complément pour limiter cette

consommation d'eau (en précisant si possible la nature des travaux consommateurs d'eau qui ne peuvent être reportés).
Observations : Il est demandé à l'exploitant, lorsque le site aura repris un fonctionnement normal (début septembre) - de mettre en application les dispositions qui sont applicables depuis le 12 août 2022 et qui le seront jusqu'à la levée de ces restrictions par Mme la Préfète ; - de transmettre le bilan des mesures mises en place dans le cadre de l'application de cet arrêté pour le 12 septembre 2022 ; - de déposer, si besoin, une demande de dérogation .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet